

Concours du CAPES/CAFEP EXTERNE D'HISTOIRE et GÉOGRAPHIE 2019

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE HISTOIRE

Sujet :

Enseigner « L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France »
en classe de terminale.

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extraits du programme d'histoire, classe de terminale, B.O. spécial n°9 du 30/09/2010, et de la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel d'histoire, classe de terminale ES et L, Hugo Billard (dir.), Paris, Magnard, 2012, p. 64-65.
- **Document C** : Manuel d'histoire, classe de terminale ES et L, David Colon (dir.), Paris, Belin, 2012, p. 89-89.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Jean-Clément Martin, « Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°47, 2000/4, p. 783-792.
- **Document E** : Henry Rousso, « Le surinvestissement de la mémoire est une forme d'impuissance », interview par Sonya Faure, *Libération*, 8 avril 2016.

Document A : Extraits du programme d'histoire, classe de terminale, B.O. spécial n°9 du 30/09/2010, et de la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Thème 1 introductif – Le rapport des sociétés à leur passé

Question	Mise en œuvre
Les mémoires : lecture historique	Une étude au choix parmi les deux suivantes : - L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France ; - L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

Extraits de la fiche Eduscol

Dans cette étude, la démarche est historique et non mémorielle. Elle doit bien faire la distinction entre l'histoire et les mémoires des deux conflits. [...]

Orientations pour la mise en œuvre

On étudie **la construction des mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France**. Plusieurs mémoires s'entrecroisent ; celle de la guerre, celle de la Résistance et celles des génocides. Une analyse diachronique facilite l'appropriation de l'étude. [...]

Face à ce matériau riche et complexe, **le travail des historiens doit être bien distingué de celui des acteurs des mémoires**. En cela le « moment Paxton » et les travaux d'Henri Rousson replacent au cœur de la problématique l'historien et son travail critique. À partir de là, l'historien conduit au moins deux réflexions :

- l'examen de chacune de ces mémoires. Il en relève les oubliés, il met en évidence leur discours et leur projet, il en valide ou invalide les éléments en confrontant les discours aux faits que la recherche peut établir ;
- le réveil des mémoires et leur place dans l'opinion publique et dans les discours d'acteurs politiques, intellectuels, ou dans les communautés mémoriales. Il explique pourquoi telle ou telle mémoire est médiatisée et comment elle alimente les processus de commémorations.

L'enjeu est de se dégager du jeu des pouvoirs et des tendances qui, comme l'hypermnésie, agissent sur la construction des mémoires. L'approche des historiens, plus fine et équilibrée, n'omet pas dans son récit l'exemplarité des sacrifices de la résistance active et organisée. Elle ne cache ni les défaillances, ni les complicités criminelles de certains Français, ces derniers pouvant établir une mémoire qui falsifie l'histoire.

Document D : Jean-Clément Martin, « Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n°47, 2000/4, p. 783-792.

L'historiographie française s'est habituée depuis plus de vingt ans à vivre autour d'une remise en cause de l'histoire. Les ouvrages publiés dans la « Bibliothèque des Histoires », dirigée par Pierre Nora aux éditions Gallimard, se sont longtemps clos sur une déclaration justifiant l'existence même de la collection en réponse à « l'éclatement de l'histoire ». L'histoire aurait été réduite « en miettes » et obligée de prendre un « tournant critique » ; ces débats sur la « crise » de l'histoire ont eu l'avantage de provoquer des réflexions sur l'histoire, sur la mémoire et depuis peu sur l'oubli. Il n'y a rien d'étonnant à cela, l'éclatement de l'histoire résultant pour Pierre Nora de la prise de conscience par les historiens de leur « surexploitation par les pouvoirs » et de leur assujettissement à la mémoire. [...] Si la critique des sources et l'exposé des méthodes constituent les bases de l'opération historique critique et s'opposent au mythe, l'opération historique s'inscrit dans des traditions historiographiques et des habitudes d'érudition qui relèvent de la Mémoire, utilisant parfois même des documents transmis par la collecte mémorielle. Si l'Histoire dépend, en amont, pour ses problématiques, des cadres proposés, voire des limites imposées par les structures mémorielles, il lui revient précisément de les transgresser ; cependant elle débouche, en aval, sur la fabrication de la Mémoire puisque le but ultime de l'opération historique est de provoquer une connaissance destinée à être apprise et remémorée. Il ne s'agit pas de déplorer l'inévitable, de rechercher une « pureté » impossible ou de rabaisser les qualités scientifiques de l'Histoire, mais de reconnaître simplement le caractère « mêlé », aporétique pourrait-on dire de l'Histoire, qui est peut-être en cela une science humaine particulière. [...]

Si la distinction essentielle entre Histoire et Mémoire repose sur la publicité des pratiques et le recours à la confrontation scientifique, la distinction entre l'Histoire et ses voisines des sciences humaines repose sur l'engagement social (avec des implications morales évidentes) que l'Histoire honore, et qui la fait participer en continuité à la vie communautaire. La « responsabilité sociale de l'historien interdit que l'Histoire puisse tenir pour négligeables et inintéressantes les « déformations » et les « récupérations » de la Mémoire, mais empêche également de prendre la mémoire pour « la matière première de l'Histoire. Les questions traitées par l'Histoire dépendent de l'état de la Mémoire, comme le laisse penser, *a contrario*, la formule « Histoire fille du temps présent ». Un tissu sans couture unit Histoire et Mémoire, qu'il faut parcourir dans sa totalité. En reprenant la terminologie de R. Koselleck, la Mémoire est ici à la fois « champ d'expérience » et « horizon d'attente », l'Histoire représentant le moment de l'action dans le présent. [...]

Comment ne pas souligner, enfin, que l'Histoire s'est enrichie récemment d'avoir pris part à la reconnaissance de mémoires insuffisamment prises en compte, celles de minorités régionales en France, celle des ouvriers ou des paysans ? Elle ne s'est pas contentée de faire œuvre hagiographique, mais elle a su proposer des voies nouvelles qui ont renouvelé l'ensemble de la discipline — entraînant pour une part la « crise » évoquée plus haut. L'Histoire fait ainsi son miel de la Mémoire.

Document E : Henri Rousso, « le surinvestissement de la mémoire est une forme d'impuissance », interview par Sonya Faure, *Libération*, 8 avril 2016.

Sonya Faure : L'activisme mémoriel fait-il écran au présent ?

Henri Rousso : [...] L'obligation de « faire face » à son passé pour en soigner les « séquelles » est devenue un lieu commun de nos sociétés démocratiques. Contrairement à l'idée sur laquelle s'est fondé « le devoir de mémoire » depuis les années 90, l'oubli n'est pas forcément négatif. Il fut le mode de gestion le plus traditionnel des traumatismes passés. Il y a aujourd'hui une illusion que le souvenir perpétuel nous prévient contre la répétition des catastrophes. [...] L'Allemagne est devenue malgré elle un modèle. Elle a, d'une certaine manière, inventé l'idée d'une « mémoire négative » : une mémoire qui insiste sur les responsabilités d'un pays et non pas sur ses hauts faits d'armes. [...]

SF : Pourquoi, selon vous, cette « mémoire négative » va-t-elle devenir la seule mémoire partagée des Européens ?

HR : [...] Il n'est pas surprenant que les pratiques mémorielles qui ont finalement émergé soient centrées sur la guerre, et que le souvenir de la Shoah soit devenu un marqueur de l'identité européenne. L'Europe s'est construite sur les ruines de la guerre. La Shoah est un événement fondateur par son caractère exceptionnel et parce que quasiment tous les pays de l'Union européenne ont, de près ou de loin, été directement concernés et impliqués. Et cela reposait sur une idée qui semblait alors aller de soi et être partagée par tous : le degré d'antisémitisme d'une société mesure aussi son degré de maturité démocratique. Le souvenir et le rejet de la Shoah étaient, au fond, le plus petit dénominateur commun des pays européens, à l'Ouest comme à l'Est.

SF : Dans quelles limites ce type de mémoire peut-il fonctionner ?

HR : La mémoire négative est devenue un ciment pour l'Europe : c'est vrai pour la Shoah, mais aussi, de plus en plus, avec le souvenir de la Première Guerre mondiale. Mais avec les tensions dues à l'élargissement européen, avec la crise économique et l'afflux des réfugiés, à l'heure où l'Union européenne perd de son attrait, une question se pose : jusqu'à quel point une « mémoire négative » peut-elle servir de fondement au projet européen ? Surtout, on le voit aujourd'hui, cet investissement dans la mémoire de la Shoah n'a pas été capable de freiner la montée de l'antisémitisme.

SF : Pourquoi ? Est-il possible de construire une nouvelle mémoire ?

HR : [...] Ne commémorer que la part d'ombre et ne faire du passé qu'un fardeau de responsabilités me paraît dangereux. L'Europe doit inventer une autre mémoire, un autre récit, puiser par exemple dans des références historiques qui soient postérieures à la séquence 1914-1945. Quelle pourrait être la mémoire européenne pour demain ? Quelle serait une mémoire positive commune aux Européens ?